

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

A partir de l'édition du
vendredi 12 mai, lisez et
faites lire chaque jour
notre série en page 3 :

«Quelle voie prendre
vers le socialisme»

(Réponse aux questions que se posent
les travailleurs
après l'échec des partis de gauche)

Editorial

*Pour être écouté,
intéresser,
convaincre...*

Comment lutter contre le gouvernement Giscard-Barre, comment remporter des succès dans nos luttes et faire aboutir nos revendications, comment sortir de l'impasse dans laquelle mène la politique des partis de gauche, comment remporter des victoires dans notre lutte contre le régime d'exploitation et d'oppression et avancer vers le socialisme... voilà des questions qui sont au cœur de la lutte aujourd'hui.

Ces questions sont d'autant plus présentes dans tous les esprits que de nombreux travailleurs, adhérents du PCF, parfois du PS ou encore syndicalistes demeurent sous le coup de l'échec électoral de la gauche et du succès de la droite. Jusqu'à présent, ils ont plus ou moins cru et suivi la stratégie des partis de gauche même s'ils n'étaient pas parfaitement convaincus. Cette voie n'avait-elle pas l'air si facile ? Aujourd'hui, ils s'interrogent et s'ils sont tentés de remettre en question cette stratégie la déception les conduit aussi parfois à se demander si la classe ouvrière ne s'est pas embourgeoisée. Comment se fait-il que tant d'ouvriers mêmes aient voté à droite se disent-ils avec perplexité ?

C'est à toutes ces questions que nous voulons répondre dans une série d'articles en page 3 de notre journal mais aussi bien sûr à travers les rubriques « Monde en marche », « France des luttes » etc. Nous expliquerons pourquoi la stratégie des partis de gauche mène la classe ouvrière à l'échec, nous parlerons de l'alliance avec le PS mais aussi de l'unité dont le peuple a besoin, de la lutte pour l'indépendance nationale. Nous montrerons qu'il existe une autre stratégie pour la classe ouvrière. Nous aborderons des questions aussi fondamentales que celle du type de parti indispensable à la classe ouvrière pour mener la lutte classe contre classe, celle de la société socialiste que nous voulons.

Tout notre comité de rédaction va se mobiliser pour cette bataille, dans laquelle notre presse tient une place très importante par les arguments qu'elle donne, les exemples qu'elle doit apporter jour après jour. Mais cette bataille ne saurait être menée de façon efficace sans vous qui nous lisez, sans les informations, les témoignages, les révélations, les faits indispensables pour donner de la consistance, du « corps » à nos articles. Les questions que se posent les militants et sympathisants du PCF, les syndicalistes et autres travailleurs, la lutte que mènent les militants dans leur cellule et leur parti, les discussions avec eux à l'atelier, dans les quartiers ou dans les campagnes... envoyez nous tout cela.

C'est de cette substance, de ces questions toutes simples et si pertinentes que notre journal a un besoin vital s'il veut apporter des réponses qui parlent aux travailleurs et correspondent à leurs préoccupations concrètes, s'il veut être entendu, écouté, s'il veut intéresser et convaincre. Alors amis, lecteurs, camarades et correspondants, à vos plumes et retenez notre numéro de téléphone : 205-51-10.

ALDO MORO ASSASSINÉ

A qui profite le crime ?

(Voir page 7)



Ainsi, Aldo Moro, l'un des grands de la Démocratie chrétienne, a été abattu par les « Brigades rouges ». Son exécution, loin de mettre un terme à la crise politique italienne, va la relancer de plus belle. Son cadavre a été retrouvé à proximité du siège de la Démocratie chrétienne et de celui du PCI, en plein centre de Rome.

En tout cas, cette exécution ne risque pas de servir le prolétariat et les forces authentiquement révolutionnaires du peuple italien. Cette exécution risque aussi d'avoir pour conséquence de peser très fortement sur la décision que prendra le tribunal de Paris à l'égard d'Antonio Bellavita, journaliste italien réfugié en France, accusé d'être un « sympathisant » des Brigades rouges. Son expulsion-extradition est peut-être déjà décidée à l'heure où nous écrivons ces lignes.

**L'HUMANITE ROUGE A
«TRIBUNE LIBRE»**

**Sur FR3,
mercredi 10 mai à 19 h 40
SUR LE THEME**

**«LES MILITANTS MARXISTES-
LENINISTES S'ADRESSENT
AUX MILITANTS DU PCF»**

**Discutez-en autour de vous
et organisez une écoute collective**

● Sud-Liban

Controverses sur la mission des Casques bleus

La confusion règne au sein des forces de la FINUL, les Casques bleus de l'ONU stationnés au Sud-Liban, sur la nature et l'ampleur de leur mission.

La Résolution 425 adoptée par l'ONU a tracé une fonction très précise aux Casques bleus : organiser et superviser le retrait des troupes d'occupation sionistes.

L'ENNEMI : C'EST ISRAËL

Israël n'a pas cessé de tenter de dévier les Casques bleus de cet objectif, cherchant à leur faire assumer le rôle dévolu à sa dernière agression au Sud-Liban : l'organisation d'une prétendue « ceinture de sécurité » autour des frontières d'Israël. C'est essayer de faire passer le noir pour le blanc. Car l'agresseur, au Proche-Orient, ce n'est pas le Liban ni la Résistance palestinienne, mais bien les sionistes qui n'ont pas cessé d'annexer par la force les territoires des pays arabes voisins, après avoir fait main basse sur la patrie des Palestiniens.

Certes, les éléments de confusion ne manquent pas au Liban, saigné par deux ans de guerre civile particulièrement atroce, placé au premier front des attaques sionistes, accueillant un nombre très important de réfugiés et de combattants palestiniens, confronté à une structure sociale et une constitution archaïques, héritage de l'impérialisme occidental, supportant sur son territoire la présence des Forces arabes de dissuasion - « les Casques verts » -, dominées par la Syrie, et les différents contingents des Casques bleus de l'ONU.

Un fil directeur existe pourtant pour la lutte du peuple libanais comme pour celle du peuple palestinien : unir ses rangs et ceux des peuples arabes contre l'agresseur sioniste et les complots fomentés par les deux superpuissances.

L'ennemi du peuple libanais, contrairement à ce que prétendent les forces réactionnaires libanaises en collusion ouverte avec les sionistes, ce ne sont pas les réfugiés et les combattants palestiniens, mais bien Israël et ses multiples agressions et spoliations des territoires arabes.

PAS FACILE

C'est en ce sens que la Résistance palestinienne,

par la voix de Yasser Arafat, dirigeant de l'OLP, a fait savoir qu'elle ne s'opposait pas à la présence des Casques bleus de l'ONU au Liban, à condition que leur action soit destinée à accélérer le retrait des troupes d'occupation sionistes. Certes, cette décision ne s'impose pas sans mal : pour le seul Sud-Liban, il n'existerait pas moins de quatorze armées régulières et dix-huit milices placées sous des commandements différents en présence au Sud-Liban !

Au sein même de la FINUL, des divergences se sont fait jour sur l'orientation de sa mission.

RESPECTER LA RÉSOLUTION 425

Les Casques bleus français, notamment, vont devoir évacuer le port de

Tyr, au Sud-Liban, sous la pression du commandement général des forces de l'ONU au Liban. La caserne de Tyr, récemment prise sous le feu des commandos palestiniens, se trouve, en effet, en dehors de territoires qui ont été occupés par les troupes sionistes. Or, la Résolution 425 de l'ONU ne prévoit pas d'autre justification à la présence de la FINUL que celle d'organiser le retrait des territoires occupés. En annonçant le retrait des forces françaises de Tyr, le ministre des Affaires étrangères, De Guiringaud, ne fait donc que prendre acte de la situation rappelée avec beaucoup d'insistance par Yasser Arafat. Dans le même temps, on apprenait que les forces palestiniennes avaient décidé de mettre un terme à leur présence armée dans les villages de la région et de concentrer la lutte en direction du territoire israélien.



Les Casques bleus français dans les rues de Tyr. Selon la résolution 425 de l'ONU, ils n'ont rien à y faire.

● Allemagne de l'Est Mordus par des chiens policiers

Des heurts entre la police est-allemande et des habitants de la RDA manifestant contre les prix élevés pratiqués par certains magasins de luxe ont eu lieu le 1er mai à Wittenberg, près de Schwerin, écrit mardi un quotidien ouest-allemand.

Selon le journal, la police, utilisant des canons à eau et des grenades lacrymogènes, aurait chargé un groupe d'environ trois cents personnes réunies sur la « Place de la Liberté » de la ville. Quelques manifestants auraient été mordus par des chiens policiers. Une vingtaine d'arrestations auraient été opérées et l'une des personnes appréhendées traduite en justice.

Depuis plusieurs mois, les autorités est-alleman-

des ont ouvert des magasins (« Intershops » ou « Exquisit ») offrant contre devises « lourdes » ou moyennant des prix élevés en monnaie locale, des produits occidentaux ne figurant normalement pas sur le marché.

Cette pratique a été justifiée par le manque de devises de la RDA et par le désir d'améliorer le niveau de vie de la population.

Cette pratique qui favorise les fonctionnaires du parti et de l'État touchant de hauts salaires et pouvant se procurer facilement des devises étrangères, suscite l'indignation des travailleurs est-allemands qui ont déjà manifesté à plusieurs reprises contre ces magasins.

● Séoul-Corée du Sud

Les étudiants manifestent

Mille cinq cents étudiants de l'université nationale de Séoul ont manifesté lundi sur leur campus, pour protester contre l'élection, le 19 mai prochain, du corps électoral qui sera chargé de désigner le prochain président de la République.

Les étudiants réclament notamment une réforme de la Constitution actuelle

La police est intervenue pour disperser les manifestants. Plusieurs d'entre eux ont été arrêtés.

aux termes de laquelle le président sud-coréen Park Chung-hee, chef de la clique des fantoches pro-américains, est pratiquement assuré d'être réélu par le corps électoral en novembre prochain.

**Abonnez-vous à
L'Humanité rouge
quotidien révolutionnaire
des travailleurs**

Pour connaître et soutenir le Kampuchéa démocratique (Cambodge)

Le Kampuchéa est toujours l'objet d'une haineuse et virulente campagne de calomnies de la part de tous les milieux impérialistes et réactionnaires. Pour connaître la vérité sur le Kampuchéa et pouvoir la répandre, il faut s'informer.

Un certain nombre de brochures et de publications venues du Phnom Penh sont régulièrement éditées en français et diffusées par le Comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France (653, Avenue Lénine 94250 Gentilly). Elles sont également en vente aux librairies « Les Herbes sauvages », 70, rue de Belleville - Paris 20e et « La Force du livre », 33, rue René Leynaud (Lyon).

— « Vive le 17e anniversaire de la fondation du Parti communiste du Kampuchéa ! » 68 pages - 10 F (Discours prononcé par le camarade Pol Pot, secrétaire du Comité central du Parti communiste du Kampuchéa, annonçant l'existence officielle du PCK, le 27 avril 1977.

— Constitution du Kampuchéa démocratique

18 pages - 1 F.

— « La vaillante et puissante Armée révolutionnaire du Kampuchéa sous la direction du Parti communiste du Kampuchéa ».

22 pages - 1,50 F (Discours de Pol Pot en l'honneur du 10e anniversaire de l'ARK - 17 janvier 1978).

— « Vive le 16e anniversaire de la fondation de l'Organisation des femmes du Kampuchéa démocratique ». 1977 - 7 pages 0,30 F

— Allocution de Pol Pot à l'occasion de sa visite à

Pékin. 28 septembre 1977 - 18 pages 1,50 F.

— « Kampuchéa démocratique en marche ». Août 1977 - 58 pages, texte et photos - 7 F.

— « Images du Kampuchéa démocratique » - 1976 Revue illustrée en couleurs - 3 F.

— « Discours de Khieu Samphan à la cinquième conférence au sommet des pays non-alignés à Colombo » - 17 août 1976 - 13 pages, 1 F.

— « Intervention de Ieng Sary à la 32e session de l'Assemblée générale de l'ONU » - 11 octobre 1977 -

26 pages - 2 F.

— « Intervention de Ieng Sary à la 31e session de l'Assemblée générale de l'ONU ». 5 octobre 1976 - 12 pages - 1 F.

— « Nouvelles du Kampuchéa démocratique » - (publication mensuelle régulière reproduisant des extraits des nouvelles de la radio de Phnom Penh).

Un certain nombre de brochures exposent également la position officielle du Kampuchéa démocratique sur les combats qui se déroulent à la frontière Kampuchéa-Vietnam.

DISQUES :

— Cassette de chants révolutionnaires (15 F).

— Chants révolutionnaires du Kampuchéa démocratique - 45 tours - 10 F.

— Chants révolutionnaires du Funk - 45 tours - 7 F.

— « Glorieux 17 avril » (Hymne national du Kampuchéa) - 45 tours - 6 F.



« L'Expansion » raconte comment...

LE PATRONAT FRANÇAIS DEVIENT AUTOGESTIONNAIRE

« L'Expansion », « premier journal économique français » est-il précisé sur la couverture, est un journal patronal bon teint. Son dernier numéro, daté du mois de mai, est consacré à l'autogestion. Le patronat français serait plutôt pour...

« Par petits groupes bigarrés, les employés du Plaza-Athénée descendent à l'assemblée générale annuelle. Blouse bleu ciel, coiffe

blanche, la femme de chambre vient de refaire le lit d'un ministre roumain ; noir de pied en cap, le sommelier a servi tout à l'heure du

Grevy-Chambertin à Pierre Balmain ; gilet et toque rouges, le groom ouvrait l'ascenseur au président d'une multinationale. L'espace d'une heure, et cinq fois en deux jours par roulement, ils quittent ainsi leur poste de travail. Les propriétaires du capital le savent, mais ils laissent faire. Ici, au cœur des beaux

quartiers, au contact des milliardaires, l'autogestion fait ses classes ».

Tableau idyllique, larme à l'œil et émotion au fond du cœur devant tant de démocratie et un si beau mélange du haut et du bas de l'échelle sociale, « l'Expansion » décrit l'assemblée générale du personnel de l'hôtel Plaza-Athénée, avec son directeur.

« Le syndicaliste Edmond Maire, le politique Michel Rocard comme le théoricien Pierre Rosanvallon vous le diront : en France, aujourd'hui l'autogestion... ça n'existe pas encore ». Pourtant sur le terrain, en fouillant bien, on peut en rencontrer quelques ébauches et quelques prototypes », tel est le cas du dossier de « l'Expansion ». On y cite trois entreprises « en autogestion », on y fait un sondage montrant que les Français sont plutôt favorables, on fait l'éloge de l'autogestion yougoslave (avec quelques réserves) et on conclut par une « rencontre exclusive » entre Ceyrac et Maire sur l'autogestion.

Ceyrac déclare d'emblée : l'autogestion « ce n'est pas quelque chose que, a priori, nous jugeons antipathique ou condamnable ». Tous deux parlent très vite de négociations, puisque cela reste le thème à la mode.

Le grand patronat français a son idée à lui de l'autogestion. Ce n'est pas une idée irrécupérable. Il faut l'adapter un petit peu et cela devient même rentable. Pour deux raisons :

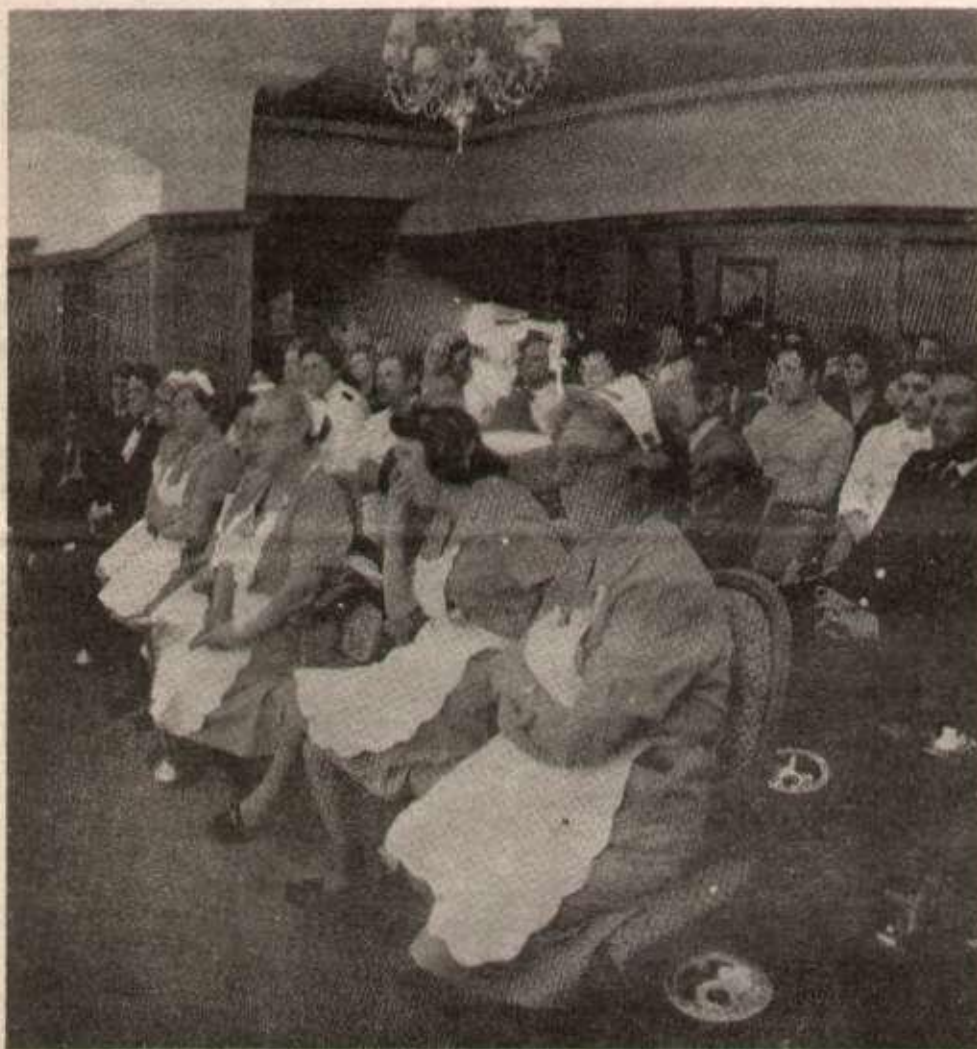
« Le patron peut manquer d'une autre façon : non plus comme patron-

guide, mais comme patron adverse. On rencontre des ouvriers désemparés de ne pas avoir à lutter avec des armes classiques sur des griefs classiques. L'autogestion d'une certaine manière, altère la solidarité ouvrière ».

« L'autogestion est assez favorable à la perfor-

mance sociale et économique. Le Plaza-Athénée, Mamest et Markétube, toutes trois parties de situations désespérées, ont effectué de brillants redressements ».

L'ouverture sociale comme la conçoit Ceyrac assurerait donc au patronat la paix sociale et de meilleurs profits. Qu'on se le dise...



« Par petits groupes bigarrés, les employés du Plaza Athénée descendent à l'assemblée générale annuelle » dit « L'Expansion »...

Ouverture et concertation battent leur plein

La bourgeoisie a plus d'un tour dans son sac pour se maintenir au pouvoir. Dix ans après Mai 68, dix ans après les slogans sur le « pouvoir personnel » de De Gaulle, Giscard-Barre ne parlent que d'ouverture et de concertation. Dans « l'Expansion », journal économique du grand patronat, on se montre favorable à une certaine forme d'autogestion. Souvenons-nous de la « Société nouvelle » du Premier ministre Chaban-Delmas et de la « participation » gaulliste.

Démagogie ? En partie oui, bien sûr. Le politique de Barre reste celle de l'austérité et de la répression. Le gouvernement et le patronat ne céderont que les miettes qu'ils veulent bien céder ou sont obligés de céder sous les coups de la lutte.

Mais il y a plus que de la démagogie. Les idées « d'ouverture » et de « concertation » ont pour but de niveler les contradictions de classe. L'article de « l'Expansion » que nous citons, comme les déclarations gouvernementales, le disent en toutes lettres : pour la bourgeoisie, il faut par tous les moyens étouffer la lutte de classe, la « division de la France en deux », le « climat social tendu ».

Comme c'est son intérêt, la bourgeoisie et son gouvernement peuvent tenter de mettre réellement en place une certaine « ouverture », une certaine « participation des travailleurs ».

Cette politique est nettement lancée au niveau de la « concertation entre partenaires sociaux ». Giscard, Barre et Ceyrac reçoivent. N'est-il pas grave que les dirigeants syndicaux jouent ce jeu, qu'ils se nomment Bergeron, Maire ou Séguy ?

De L'« Humanité » au PSU

La gauche vers de « nouvelles formes d'unité » ?

Tandis que « l'Humanité » soulignait mardi dernier que « la condition première d'un changement favorable aux travailleurs réside exclusivement dans l'action, dans la lutte », le PSU et son Front autogestionnaire plaide pour « de nouvelles formes d'unité », à la base.

C'est Georges Marchais qui en a repris officiellement l'idée dans son rapport politique au Comité central : « La bataille que nous venons de vivre nous conduit à l'idée que c'est avant tout à partir de la base et des luttes quotidiennes qu'il faut maintenant nous employer à reconstruire l'union plus forte et plus large (...) ».

Il reprenait d'une certai-

ne manière l'idée d'un dénommé Max Pierrat dans « Politique Hebdo » il y a quelques semaines déjà, l'idée d'Althusser dans « Le Monde » récemment : « La définition d'une politique des contrats au sommet avec le développement de la lutte du parti à la base : une ligne d'union populaire (...) ».

La même idée avait été reprise sous une forme un peu différente dans une tri-

bune libre du « Matin » signée Molina et Vargas, tous deux cadres du PCF.

Ils parlaient « d'un courant révolutionnaire de soutien au XXIIe congrès » au sein du PCF et ils citaient Althusser à propos du XXIIe congrès, « tournant capital dans l'histoire du Parti communiste et du mouvement ouvrier français » (Althusser « XXIIe congrès ». Ed. Maspero).

Pour les militants de ce « courant révolutionnaire », il faut en revenir au XXIIe congrès « abandonné dans la pratique pendant la campagne électorale ». Il faut en

revenir aussi à une plus juste conception de l'unité : « L'unité est un combat » et elle ne se mène pas seulement au sommet des appareils politiques.

Le PSU et son Front autogestionnaire, constitué lors des législatives et regroupant outre le PSU lui-même, quelques groupuscules non-violents, sont venus ajouter leur grain de sel. Au week-end dernier, les deux cents délégués du Front autogestionnaire ont décidé de s'efforcer de promouvoir à la base de « nouvelles formes d'unité » entre syndicats et partis de gauche.

A France-Inter, on réorganise les programmes

Anne Gaillard éliminée

La direction de France-Inter a réorganisé ses programmes, et quelle réorganisation ! Anne Gaillard est purement et simplement renvoyée à ses fourneaux ; pour les bourgeois, n'est-ce pas la place d'une femme ? Son émission a été supprimée. Certes, Anne Gaillard était loin d'avoir toujours l'analyse que nous faisons de la situation, mais ses émissions étaient plus que souvent fort intéressantes.

Elle dénonçait certains aspects du capitalisme avec beaucoup de force et même si son but est d'améliorer le capitalisme, de le reformer, d'aucuns vont se sentir soulagés de son élimination. Son émission était fort écoutée entre 11 h et 12 h et ses invités, surtout lorsqu'il s'agissait de promo-

teurs immobiliers, assureurs et autres organisateurs du salon de l'Enfance n'étaient pas à l'aise. C'est donc un beau règlement de compte.

Mais elle n'est pas la seule victime. Pour les autres, on s'est contenté de déplacer leurs horaires. Claude Villers passera de 17 à 19 h (il y aura moins d'écoute) et Pierre Bouteiller de 22 h à 24 h. Ses deux présentateurs de caractère progressiste et dont l'esprit critique s'exerçait souvent à raison, ont de multiples aspects intéressants sur lesquels nous reviendrons.

Autres victimes : Jacques Pradel et ses deux compères qui animaient « Le Temps de vivre » qui vont disparaître. Toute cette « réorganisation-épuration » débitera le 29 mai.



• Duroi-Jacquet (Blanc-Mesnil) En moins de 10 secondes

Lundi 8 mai, l'entreprise Duroi-Jacquet du Blanc-Mesnil a été occupée par les ouvriers excédés de voir que le patron embauchait des intérimaires pour briser leur grève.

Comme ils l'ont dit, cela s'est passé en moins de dix secondes. Ils sont rentrés et ont bousculé le gardien qui se trouvait là avec son chien policier.

Dans la bagarre, deux ouvriers ont été mordus par le chien policier et ont porté plainte. En ce qui concerne l'embauche d'intérimaires, elle a été déclarée illégale par l'Inspection du travail, qui fait une « enquête ».

Les ouvriers du Blanc-Mesnil souhaitent qu'une coordination soit mise en place avec les usines de Marseille et de Bezons.

Correspondant HR

• Toussaint-Devilbiss (Valence) Plus de 15 jours d'occupation

Les travailleurs de Devibiss occupent leur usine depuis le 18 avril, pour empêcher la direction de déménager les ateliers à l'autre bout de la ville.

La direction refuse toujours de discuter (Voir HR No 881).

Les ouvriers restent mobilisés et occupent leur usine 24 heures sur 24, s'opposant au départ des machines.

Ils tiennent des assemblées générales chaque jour et gardent un bon moral après plus de quinze jours d'occupation et la semaine des ponts.

A leurs revendications initiales concernant les primes de transport et de repas, ils ont rajouté :

- Augmentation uniforme des salaires : 250 F pour tous.

- Salaire minimum de 2 400 F.
Toussaint Devibiss peut et doit payer !
Des collectes ont été organisées aussi bien sur le quartier que dans d'autres entreprises de la région.

Dans une période où le résultat des élections a démobilisé pas mal de monde, les ouvriers de Toussaint nous montrent que le seul moyen d'obtenir nos revendications, c'est d'entrer en lutte.

Correspondant Valence.

Un blessé au centre de tri Paris-Brune

Vendredi dernier, 5 mai, un ouvrier qui travaillait sur un échafaudage au 6e étage du centre de tri de Paris-Brune est tombé sur le coin du rebord de la table d'ouverture et s'est blessé : plusieurs côtes cassées. Il travaillait à l'enlèvement de l'amiante qui entre dans la composition du revêtement des cabines d'ouverture.

Un employé de la société de nettoyage Azur-Net était déjà tombé (en nettoyant les vitres) de deux étages sur une terrasse (en 1976) et avait été très gravement blessé aux reins et à la colonne vertébrale.

Vendredi dernier, il a fallu une demi-heure pour que la police arrive : elle est plus rapide quand il s'agit de forcer le piquet de grève, comme en mai 1975. Là encore, on mesure la responsabilité de l'administration et sa négligence coupable sur les mesures de sécurité, quand on sait qu'un émetteur-récepteur pour appeler les secours d'urgence coûte 2 000 F, et que l'hôpital Broussais est à quelques centaines de mètres seulement. Mais pour les patrons, privés ou publics, les profits passent avant la sécurité et la santé du personnel.

Correspondance

• Masson-chauffage (Dijon) Première grève

Les travailleurs de Masson (entreprise bâtiment TP) sont en grève depuis le 27 avril. C'est leur première grève et ils sont décidés à gagner, contre un patron qui ne veut rien entendre.

Ils exigent le respect des droits syndicaux, le maintien du salaire antérieur (le patron a réduit les horaires), des indemnités kilométriques correctes et une prime d'ancienneté.

Mardi 3 mai, ils ont voté la poursuite de leur grève et refusent de reprendre tant que leurs revendications n'auront pas été acceptées.

D'après « les Dépêches » du 4 mai

Après les négociations patronat-syndicats De quoi ont-ils pu bien parler ?

Séguy a beau affirmer qu'il a cru « traverser un désert » en discutant avec Ceyrac, il a bien discuté de quelque chose avec lui. Après onze ans de « rupture » entre le patronat et la direction CGT, ils devaient en avoir des choses à se dire ces messieurs !

Quatre thèmes ont été abordés et malgré quelques « divergences » néanmoins sérieuses, des accords ne sont pas à repousser. Séguy déclarera comme d'habitude qu'il s'agit d'une grande victoire pour la classe ouvrière suite aux « héroïques actions » du 7 octobre 1976, du 24 mai et du 1er décembre 1977.

• Les grands caïds du patronat dont la devise est « diviser pour régner » ont proposé des négociations par branche pour établir un SMIC par branche, qui ne serait pas le même pour tous, bien évidemment.

Les directions syndicales n'y sont pas opposées en principe. A charge pour le patronat de faire pression sur ses fédérations. On voit nettement que cette ligne de conduite amène directement à signer un accord ou

à la volonté de récupérer un juste mot d'ordre de la classe ouvrière (les 40 heures).

• Un accord sur les classifications avait été signé avec les directions syndicales en 1975.

Celles-ci le trouvent insuffisant (pourquoi l'ont-elles signé ?). Le grand débat de ces messieurs part là aussi des justes revendications des travailleurs sur le

l'ingénieur si chère à Séguy et Maire, (sans oublier Bergeron), retraite minimum (80 % des dix meilleures années).

Aucun des mots d'ordre de la classe ouvrière ne sera bien sûr repris, il s'agit de



Nous devons lier ce mot d'ordre à celui du refus de travail posté (refus des 4 X 8 à Michelin, Kodak, etc.),

discuter de ce qui est « acceptable ».



même type que celui sur les 90 % en cas de licenciement économique, qui ne fait que diviser les chômeurs.

• Le point sur la durée du travail se divise en deux parties : 5e semaine de congés ou aménagement du temps de travail. Pour les directions syndicales CGT, CFDT et FO : cinquième semaine de congés payés. Pour le patronat : il s'agit de revoir l'aménagement du temps de travail, ce qui conduit à des solutions avantageuses pour les patrons du genre « horaires libres » ou « à la carte », solutions non combattues par les directions syndicales au nom de la « liberté individuelle ».

La deuxième partie porte sur la durée hebdomadaire du temps de travail. Là le patronat serait prêt à faire quelques concessions dans la mesure où la crise entraîne une réduction d'horaires sans augmentation du nombre d'ouvriers et sans diminution de la productivité. Il

tout licenciement et à celui d'embauches supplémentaires.

travail au rendement (refus du boni), classifications (refus de la grille du balayeur à

• A l'heure où des dizaines de milliers de licenciements sont en train de s'effectuer, les élections passées (Tanneries, Terrin, etc.) patronat et directions syndicales discutent de « commission tripartite » à mettre en place en cas de « difficultés ». Il s'agit de savoir combien on peut accepter de licenciements, sous quelles formes et comment indemniser les chômeurs (au moindre coût). On discutera aussi de la reconduction de certaines mesures du Pacte national pour l'emploi.

Bref, tout se passe comme si chacun s'évertuait à se présenter comme meilleur négociateur que l'autre. Dans tout cela, selon les états-majors, les travailleurs n'ont pas leur mot à dire, sinon pour des grèves de 24 heures pour... des négociations.

Machinistes des bus parisiens

2000 devant le siège de la RATP

Ils étaient bien 2 000 ce mardi matin, massés devant le siège de la RATP, quai des Grands Augustins ou en petits groupes animés dans les cafés, et rues environnantes.

Les discussions, les mots d'ordres scandés avec force, l'ambiance générale témoignant d'une grande détermination : « le mouvement est bien parti, il ne s'agit pas de s'arrêter, une journée ou deux, ça ne gêne pas la direction, il faut aller jusqu'au bout et pour du solide ». Telles étaient les

réflexions que l'on pouvait entendre.

Les revendications portent essentiellement sur les conditions de travail et tous ces travailleurs avaient beaucoup à dire à ce sujet : les problèmes de durée, d'amplitude des journées de travail, du travail lui-même, le temps de plus en plus court entre chaque arrêt (à peine de quoi laisser monter les passagers) et le même, que la chaussée soit sèche ou glissante (« c'est miracle qu'il n'y ait pas plus d'accidents ») « On devient de vrais robots »... La ques-

tion des repos (104 repos sans compensation comme dans le métro), la question des effectifs à augmenter, etc.

Consolider le mouvement qui touche maintenant presque tous les dépôts, bien unir les différents centres et organiser leur coordination, s'unir aussi avec les usagers : tels sont les problèmes qui se posent maintenant et qu'il faut résoudre pour que la détermination devienne force et la volonté de gagner devienne succès, face au rejet par la direction de toutes les revendications.



• Bort-les-Orgues (Corrèze)

Une longue guerre entre les capitalistes et les tanneurs

Un nouveau coup dur pour les tanneurs de Bort ! Des 480 emplois aux tanneries en 1974, il n'en restait plus que 285 en 1978 et aujourd'hui 170 travailleurs sont à nouveau licenciés. Chacun sent bien que ce coup-là, c'est la fin.

La direction a imposé l'arrêt total du traitement des peaux brutes et ne prévoit de conserver à Bort que le finissage de peaux qui seront importées semi-finies pour la plupart. Les travailleurs refusent catégoriquement ce « plan ». Dès la réception des lettres de licenciement, ils ont riposté par l'occupation des tanneries. Ils sont décidés à bloquer toute sortie de peaux finies sans contrepartie d'une entrée de peaux brutes. Mercredi 3 mai, une manifestation a été organisée : 2 000 manifestants, dans la petite ville de Bort qui ne compte que

constituait ainsi le plus grand groupe de tanneries en France. Sidem se lançait dans de juteuses opérations au niveau international ; la qualité était sacrifiée à la rentabilité ; les travailleurs mal payés subissaient les cadences et les conditions de travail pénibles. Ainsi, en 1974, Sidem achète au Bengla Desh des quantités énormes de peaux pour les revendre tannées à l'URSS qui lui fournissait des marchés gigantesques. Comme l'expliquent les tanneurs, ces peaux subissent, du fait de la direction, un traitement incorrect. Le cuir fut de si mauvaise qualité que

tion» (le quatrième en quatre ans !) : 562 licenciements ! - 392 au Puy, 170 à Bort ! 60 % du personnel !

Ce dernier plan, refusé par les travailleurs et leurs syndicats CFDT et CGT, est considéré ici comme une simple manœuvre de division entre les tanneurs avant la liquidation totale. Ce plan ne prévoit-il pas d'ailleurs le licenciement de tous les délégués ?

intervenir dans ce sens... ». Effectivement ! Et Chirac d'accuser la CFDT de saboter les solutions et de faire perdre leur emploi aux tanneurs... Insultes, attaques publiques contre les travailleurs en lutte, mais tout soutien aux capitalistes pour leurs opérations douteuses, prêt à les renflouer en cas de « pépin », voilà ce politicien réactionnaire. Mais la presse locale se plaît pourtant à le qualifier de « bienfaiteur ».

UN REVE ?

Les tanneurs de Bort montrent une grande amertume devant la liquidation d'une usine bien équipée pour traiter les peaux provenant des élevages de la région. Le cuir souple et brillant, fruit de longues

DES PAROLES CREUSES

« Ce coup-là, c'est ou tout le monde ou personne ! » disent les tanneurs qui ont vu tant de leurs camarades quitter les Tanneries, victimes des « plans »



Toutes les usines des Tanneries françaises réunies sont touchées. Ici, manifestation au Puy en janvier 1978.

5 600 habitants, qui ont exprimé leur soutien à la lutte des tanneurs, ont crié leur refus de voir supprimer ces emplois.

Jadis, « Cité du cuir », Bort est aujourd'hui condamnée au ... tourisme comme tant d'autres villes.

les Russes refusèrent les peaux.

Ce furent les travailleurs qui firent les frais de ces spéculations. Sur les trois usines, 900 travailleurs perdirent leur emploi. Annonay fut liquidée.

LIQUIDATION

Une nouvelle société fut créée avec deux milliards prêtés par l'État : la Société nouvelle d'exploitation des Tanneries françaises réunies. Elle regroupait, sous la houlette du trust Unigrain, les deux usines de Bort et du Puy.

- En 1976 : nouveaux licenciements : 172 au Puy, 40 à Bort.

- En 1977 : nouveaux licenciements et réduction des horaires à 32 h à partir de juin.

- 24 avril 1978 : nouveau plan de « restructura-

successifs. C'est clair : il ne peut y avoir de plan capitaliste qui sauve leur emploi. Au début, les Tanneries étaient une entreprise familiale, puis elle fut absorbée par un grand groupe à dimension européenne, maintenant on ne parle plus que de petites unités très spécialisées, éparpillées dans le monde « au hasard » des études de marché... Chaque fois, cela s'est traduit par des licenciements et des conditions de travail pires.

Chaque fois, les responsables de l'État, les politiciens bourgeois n'ont pas manqué de déverser des flots de promesses. Et ici, on pense à Chirac et à son compère Guillard, ancien patron des Tanneries, maire de Bort. Que de beaux discours pour appeler à voter pour lui. Écoutons Chirac, en janvier 1977 :

« ... J'ai, pour ma part, veillé à la sauvegarde des emplois. Je continuerai à

heures d'un travail dur et pénible, pourrait faire vivre de nombreuses familles et la région... Mais la loi du profit en a décidé autrement. A moins que... « Nous n'avons pas besoin des capitalistes et de leurs gardes-chiourme pour que nous travaillions. Nous savons la faire marcher cette tannerie. Mais pour cela, il faudrait que nous autres travailleurs prenions le pouvoir » ! Un rêve ? Non ! Une certitude pour l'avenir : le socialisme. Mais combien d'obstacles d'ici là. Ne serait-ce que pour engager une lutte efficace contre les licenciements. La CGT, majoritaire au Puy, n'avait pas appelé à la grève et à l'occupation, comme à Bort. Par contre, les élus du PCF étaient là, avec leurs éternelles écharpes tricolores !

Enquête réalisée par le correspondant HR-Toulouse

SACRIFIÉE A LA RENTABILITÉ

L'histoire des Tanneries, c'est une longue guerre entre les capitalistes et les tanneurs. Chacun se souvient de la grève des Tanneries d'Annonay, en 1974. Les Tanneries de Bort faisaient alors partie du même groupe, les Tanneries françaises réunies, dirigées par P. Sidem. Ce groupe fut constitué en 1970 grâce aux subventions de l'État. Sidem récupérait ainsi trois tanneries en difficulté - le Puy, Annonay et Bort - et

• Allemagne de l'Ouest
Breznev menace :
«ATTENTION, UNE NOUVELLE GUERRE EST POSSIBLE»

L'HUMANITE ROUGE A «TRIBUNE LIBRE»
Sur FR3, mercredi 10 mai à 19h40
SIN LE 10h00

«LES MILITANTS MARXISTES-LÉNINISTES S'ADRESSENT AUX MILITANTS DU PCF»

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

BIMENSUEL

	Plî ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.
Nom : Prénom :
Rue : Commune :
Code Postal :

Adressez-vous à l'« Humanité rouge »
BP 61 75861 Paris Cedex 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D La Source

Le No 30 de l'Humanité rouge bimensuel est paru

L'Humanité Rouge
BIMENSUEL 3 F

«PCF : LA CRISE. POURQUOI?»

La lutte contre le viol, un aspect important de la lutte des femmes

● Le nombre des viols en augmentation constante

● 15,9 % seulement des viols considérés comme des crimes

Le viol est un crime. Les rares procès contre de tels actes le prouvent. Les victimes en sont marquées, gravement traumatisées. Le suicide d'une jeune algérienne il y a une semaine, après avoir été violée, en est une conséquence. Bien que de plus en plus de femmes violées portent plainte contre les violeurs, le viol reste très largement impuni.

Rares sont en effet, les condamnations prononcées en cour d'assises. Le procès d'Aix-en-Provence, la semaine dernière, reste l'exception.

En 1975, sur les 1 589 plaintes pour viol transmises au parquet, 280 seulement ont été jugés en assises, c'est-à-dire considérés comme un crime. Cela fait 15,9 %. Le reste (84,1 %) a été examiné par des chambres correctionnelles comme délits d'outrage à la pudeur ou coups et blessures.

Le pouvoir, par l'intermédiaire de sa justice, par les vexations supplémentaires dont sont victimes les femmes violées de la part de la police, contribue au premier chef à freiner, à entraver la prévention du viol. Par exemple, il a fallu qua-

tre ans pour que les violeurs des deux jeunes femmes belges passent devant la cour d'assises d'Aix. Par contre, si un jeune est pris au cours d'une manifestation, il est sûr d'être jugé en flagrant délit le plus souvent.

Actuellement, le nombre des viols est en augmentation régulière chaque année de 12 %. Chaque jour, il y a en moyenne 60 viols dont 5 seulement déclarés.

Le développement de la pornographie et la crise idéologique que connaît la société n'est pas pour rien dans ce développement du nombre des viols. La lutte des femmes contre ce crime constitue un aspect important de la lutte des femmes contre la condition qui leur est faite dans le système capitaliste.

Culturel

De l'opium dans les supermarchés

C'est un projet très ambitieux qui anime les éditions Harlequin (80, avenue Victor Hugo - 75116 Paris) « Le plus grand pari du vingtième siècle dans le monde de l'édition » (1)

De quoi s'agit-il ? Il s'agit de romans conçus, selon les Editions Harlequin elles-mêmes, (et on peut leur faire confiance là-dessus), « pour une femme qui désire échapper à sa vie quotidienne, en rêvant ».

La maison d'édition parle de « romans sur mesure » destinés à un public féminin qui irait de dix-huit à trente-neuf ans.

Ce public, toujours selon la maison Harlequin, « doit s'évader dans l'espace et dans l'intrigue, toujours une histoire sentimentale. Le héros masculin doit être l'homme souhaité, l'héroïne doit être la femme que la lectrice désirerait devenir. Le décor sera celui du Pacifique, de l'Inde, ou même de l'Amérique du Sud, et une action sans

violence ».

Le prix de chaque volume « produit adapté à sa clientèle » sera de 6 F, chaque titre sera tiré à plus de cent mille exemplaires. Le support de distribution sera le plus large possible, à la mesure de l'ambition des éditeurs : les super et les hypermarchés et bien sûr, les kiosques et les librairies traditionnelles.

La société Harlequin-France est une filiale d'une multinationale implantée en Europe, en Asie et en Amérique, elle est cotée en bourse à Toronto et à New-York, elle dispose de plusieurs millions de dollars pour son lancement.

Des marchands de rêve, voilà ce que sont ces marchands de papiers qui s'appellent éditeurs. Leurs projets, c'est d'essayer d'endormir les femmes, d'étouffer leur lutte, tout en gagnant beaucoup de fric. Leurs livres, c'est comme la drogue, ça endort et ça rapporte gros.

Coupe du monde de football

Des journalistes inquiets

Les journalistes français regroupés au sein de l'Union syndicale des journalistes sportifs de France (USJSF) sont inquiets sur les conditions qui seront les leurs en Argentine au moment de la Coupe du monde de football.

Le Comité directeur de ce syndicat vient d'indiquer que trois faits justifient cette inquiétude :

1) Le fait que le ministre français des Affaires étrangères n'ait pas répondu encore à une lettre du président de l'USJSF, Maurice Vidal. Le Comité directeur s'étonne de ce silence qui concerne pourtant une affaire importante puisqu'il s'agit de la sécurité des journalistes.

2) L'USJSF avait envoyé une lettre à la Fédération nationale de Football Association (FIFA). Celle-ci vient de répondre qu'elle approuve finalement les propos du contre-amiral argentin Lacoste. Ainsi, la FIFA juge normaux les principes suivants : « Chaque pays peut (théoriquement) expulser des journalistes quand ils répandent sciemment de fausses informations ou quand ils se posent en opposition aux lois du pays ».

De plus, la FIFA déclare « ne pas apprécier la propagande faite par une certaine presse politique ».

Ces propos de la FIFA sont proprement scandaleux car qui répand de fausses informations sur le régime argentin, ceux qui dénoncent la dictature ou ceux qui s'ef-

forcent de la cacher et de la justifier, comme par exemple la FIFA elle-même ?

3) Enfin, l'USJSF s'inquiète des propos du général argentin Merlo, responsable de l'organisation de la Coupe du monde, propos menaçants à l'égard de certains journalistes. Ce général était allé jusqu'à déclarer que des « terroristes » pourraient enlever des journalistes dans le but de discréditer le régime.

Contre-congrès sur le cancer à Paris les 5 et 6 octobre

Un contre-congrès de cancérologie aura lieu en octobre à Paris à la faculté de pharmacie de l'Observatoire à l'initiative de chercheurs, décidés à boycotter le congrès mondial prévu à Buenos Aires en Argentine, du 5 au 12 octobre. Les organisateurs annoncent qu'une introduction d'une heure environ situera le caractère particulier de cette réunion scientifique internationale. Ils entendent aller plus loin qu'un boycott pur et simple

pour affirmer leur opposition au régime argentin.

L'idée du boycott du congrès qui a germé depuis un an environ a été promue par deux prix Nobel américains, David Baltimore et Howard Temin et par deux autres éminents scientifiques américains, Henry Kaplan et Emil Frei. Deux scientifiques français, Louise Hariel et Jean-Claude Salomon sont à l'origine du contre-congrès.



A la manifestation du 1er Mai, le COBA défilait derrière une fresque réclamant le boycott de la Coupe du monde de football.

● Seveso-Italie

5 000 personnes portent plainte

Près de 5 000 personnes habitant dans la région milanaise, dont 500 dans les zones contaminées le 10 juillet 1976 par le nuage toxique de Seveso, ont présenté jeudi une plainte devant les tribunaux milansais contre les autorités pour dénoncer les modalités des opérations de décontamination.

Le document présenté à la magistrature dénonce notamment les retards dans l'évacuation des populations directement affectées, le choix des limites de tolérance « froidement inventées » et l'interdiction de l'avortement thérapeutique. « Après l'incident, affir-

me-t-il, les autorités compétentes, au lieu de chercher à préserver la santé des citoyens, ont minimisé, falsifié, inventé des données, confié les opérations de décontamination à des sociétés incapables, rassuré et fait rentrer les populations dans les zones contaminées ».

« Les conséquences ne peuvent être encore totalement évaluées. Mais les données connues sont terribles : près de 350 enfants malades ou malformés, les avortements non-provoqués et les tumeurs au foie sont en augmentation, le bétail est rendu stérile » conclut le document.

Le dossier scolaire a vécu ...

Le dossier scolaire est supprimé. Beullac, le nouveau ministre de l'Éducation nationale, a annoncé sa suppression lundi soir à la télévision.

Le dossier scolaire constituait un projet qui avait déjà reçu un début d'application. C'était une pièce importante de la réforme Haby.

Il consistait à mettre sur fiches le maximum de renseignements sur les enfants dès la maternelle. Tout était fiché, du comportement scolaire au comportement social, en passant par les renseignements sur les parents, leur profession. Étaient aussi fichés les renseignements d'ordre médical et psychologique des enfants. Le but de ce dossier était de faire une sélection scolaire basée sur les renseignements recueillis. Tout élève ne répondant pas à un certain nombre de normes était

orienté vers une voie de garage.

C'était le cas des élèves accusant un retard scolaire, ou passifs ou trop indisciplinés, etc. De tels enfants à partir d'un certain degré, pouvaient être considérés comme handicapés et envoyés arbitrairement dans des sections d'adaptation ou d'éducation spéciale qui donnent un enseignement au rabais et ceci sans que les parents ne puissent intervenir.

Un tel projet avait suscité protestations et luttes. De nombreux enseignants dans certains départements, avaient refusé de remplir ce dossier. Des syndicats tels que le SGEN-CFDT, la Confédération syndicale des familles, etc. avaient déposé des recours en Conseil d'État contre ce dossier.

Le gouvernement vient donc d'être obligé de reculer de manière importante en l'annulant.

Dans un contexte de crise internationale

Cette exécution intervient à un moment où l'Europe est en crise économique, politique, idéologique. Crise économique tout d'a-

crise, de la faire subir aux travailleurs.

En Italie, en Espagne, les partis révisionnistes participent corps et âme à

l'ombre, à l'intérieur de la CGT, appellent à la négociation.

En Allemagne, le parti social-démocrate a la situa-

tion bien en mains, le parti révisionniste est quasiment absent.

La crise idéologique existe aussi. Les valeurs traditionnelles s'effritent. La croyance religieuse recule, la défiance, sinon le rejet du révisionnisme (trahison des partis dits communistes) par une partie des ouvriers et des intellectuels se font sentir, il en est de même pour la social-démocratie.

Et dans ce climat, la naissance, le développement de groupuscules ouvertement terroristes, c'est-à-dire pratiquant la terreur ouverte au moyen d'assassinats politiques font le jeu des forces réactionnaires.

D'ailleurs, le sentiment de mépris à l'égard de la classe ouvrière les conduit à une haine farouche du combat de classe, à une violence aveugle, ouvertement réactionnaire. Ces groupuscules sont plus ou moins ouvertement soutenus financièrement par quelque force « occulte », liée elle-même à quelque service secret et ils se parent de sigles ronflants propres à faire rêver les cerveaux en

mal de révolutionnarisme : « BR », « autonomes », « Fraction armée rouge » etc.

Et à chaque fois c'est le peuple qui paie ; limitation

des libertés démocratiques, lois d'exception, juridictions d'exception, fouilles de locaux syndicaux ou politiques, arrestations de militants révolutionnaires.



La découverte du corps d'Aldo Moro à proximité du siège du PCI.

bord depuis 1973 qui est l'occasion d'une restructuration forcenée, il y a 8 millions de chômeurs en Europe occidentale. Cette crise économique ne manque pas d'avoir de profondes répercussions au niveau politique. Ces partis bourgeois traditionnels sont incapables à eux seuls de gérer la

l'exploitation de la classe ouvrière appelant à limiter les revendications, à accepter les licenciements, à ne plus faire grève. Le PCE accepte la monarchie, le PCI fait partie de la majorité gouvernementale.

En France, Marchais, et sa clique n'ont pas choisi cette voie. Ils agissent dans

L'Italie de ces dernières années

La crise économique est particulièrement ressentie en Italie. Le niveau de vie est l'un des plus bas en Europe occidentale. Il y a 1 800 000 chômeurs. La Démocratie chrétienne qui gouverne depuis 1945 est complètement pourrie de scandales financiers, politiques et autres.

La jeunesse étudiante subit particulièrement cette crise et les facultés ne forment que des chômeurs. Au printemps 1977, les étudiants se heurtent au gouvernement mais aussi au PCI qui les traînent dans la boue et les matraquent ce qui ne manquera pas d'avoir de sérieuses répercussions en son sein et surtout au niveau de ces jeunes qui perdront 20 à 25 % de leurs membres. La direction de la CGIL (la CGT italienne) fera de même, elle attaquera les étudiants y compris phy-

siquement comme le jour où Lama, son secrétaire général tentera de parader sur le campus à Rome.

La classe ouvrière est très active, très combative, surexploitée. 10,6 % de chômeurs dans le sud du pays et 6 % dans le centre et le nord, par rapport à la population active. D'ailleurs, au début des années 1970, les ouvriers de la FIAT ont été à l'avant-garde élisant leurs comités d'atelier (réoccupés par le PCI et la CGIL après) en contradiction avec la ligne de la CGIL.

Le taux d'absentéisme atteint 25 à 30 % dans certaines usines, ceci étant une forme de résistance des travailleurs à l'odieuse exploitation qu'ils subissent et une dénonciation plus ou moins implicite de la ligne de collaboration des syndicats italiens.

La Démocratie chrétienne qui gère l'Italie n'était pas toute entière unie derrière celui qui était pressenti comme le futur président de la République italienne.

Aldo Moro était partisan à outrance du compromis historique avec la direction du PCI. Pour lui, il y allait du « salut de l'Italie ». D'ailleurs les dernières élections semblaient lui donner raison, les deux partis obtenant à peu près le même pourcentage.

Ses adversaires étaient nombreux et nul doute que sa disparition va les soulager d'un poids énorme surtout qu'il s'était largement discrédité songeant à se sauver lui-même au mépris de la sécurité de l'État en exigeant la libération des « chefs historiques des BR ».

Les partisans de l'isolement du PCI ou de sa mise à l'écart semblent avoir carte blanche. Moro estimait impossible de gouverner sans le PCI qui, cependant, ne semblait pas offrir suffisamment de garanties sur son indépendance à l'égard de l'URSS de Brejnev. Il s'agit de points importants

Une nouvelle situation en Italie ?



Rencontre entre Aldo Moro et Berlinguer, secrétaire général du PCI.

dans la stratégie qu'adoptera la Démocratie chrétienne.

Quant à Berlinguer, il a toujours été intransigent, refusant toute négociation, tout compromis. Il apparaît plus que jamais comme un parti d'ordre. Mais va-t-il tirer les marrons du feu ? Cela n'est pas si sûr que cela ou plutôt cela n'est pas si simple. Le PCI n'est pas si uni que cela. Des tendances pro-soviétiques dures existent en son sein qui se

sont opposées au compromis historique, et adoptent un langage pur et dur.

Certes, les appels effrenés à l'isolement des « sympathisants » (à la manière des sociaux-démocrates allemands à la Schmidt) et la mobilisation de la classe ouvrière en ce sens, du moins la tentative de le faire lui attirent la sympathie des capitalistes, mais rien n'indique que l'ensemble du parti suive Berlinguer sur ce ter-

rain, la lutte des étudiants au printemps dernier a laissé des traces.

Quoiqu'il en soit et quelles soient les forces qui aient agi dans l'ombre des BR, elles ont réussi à renforcer l'état de déstabilisation en Italie et la vie politique de ces prochaines semaines risque de connaître des développements imprévus. On verra alors de façon plus précise à qui profite le crime.

Quand l'URSS calomnie la Chine ...

(article paru dans *Clarté-l'exploité* No 223)

La revue soviétique « Temps nouveaux » a accusé récemment la Chine d'avoir tenté « directement ou indirectement » dans l'enlèvement d'Aldo Moro. Incapable de trouver le moindre argument pour étayer cette affirmation, la rédaction de « Temps Nouveaux » finit par recourir à la « vraisemblance », prouvant ainsi le vide de son accusation. Nous publions ici un extrait de la réponse de nos camarades chinois, parue dans « Pékin Information » numéro 14 de cette année.

« Tout le monde sait que jamais le gouvernement ni le peuple chinois n'ont approuvé ni soutenu les actes terroristes, les enlèvements, les assassinats. Nous sommes des marxistes et nous pensons que les luttes révolutionnaires sont des luttes menées par les masses et que c'est seulement avec la mobilisation et l'appui des masses qu'elles aboutiront à la victoire. Les marxistes s'opposent toujours aux actes terroristes, car ils estiment que ceux-ci non seulement ne favorisent pas les luttes révolutionnaires des masses populaires, mais au contraire leur nuisent ».

Violente répression policière en Iran : 2 morts

deux étudiants ont été tués à Tabriz par les flics du Shah. Des manifestations de grande ampleur avaient été organisées dans tout l'Iran pour protester contre les violences policières qui avaient fait des morts il y a quarante jours.

Les grands chefs religieux chiites avaient appelé à ces manifestations. L'Islam chiite prévoit en effet que les martyrs soient honorés quarante jours après leur mort.

Ces manifestations ont été l'occasion pour le peuple de faire la grève et de manifester son hostilité à l'égard de la politique réactionnaire et antipopulaire du Shah. Depuis dimanche, les universités iraniennes sont en grève. Lundi, à Téhéran, les étudiants ont détruit un buste du Shah sur le campus. Dans quarante jours, les deux morts de Tabriz d'hier seront honorés et il y aura de nouvelles manifestations et de nouvelles grèves comme celle des « bazars » (centres commerciaux traditionnels en Iran).

LA GREVE SUR LES CHANTIERS NUCLEAIRES

Des grèves ont eu lieu mardi, souvent à 100 %, sur les chantiers des centrales nucléaires, annonce la Fédération de la construction CGT dans un communiqué. La grève, lancée à l'appel de la CGT, soutenait des revendications sur les salaires, l'emploi, les libertés syndicales, ainsi que sur la mise en place des comités d'hygiène et de sécurité. Selon la CGT, la grève a été totale, notamment sur les chantiers de Gravelines (Nord), de Saint-Laurent-des-Eaux (Loir-et-Cher), de Chinon (Indre-et-Loire), de Malville (Isère). Des mouvements ont également été enregistrés à Dampierre (Loiret), Paluel (Seine-Maritime), Bugey (Ain).

LE « MISTRAL » RETARDE PENDANT UNE HEURE A MARSEILLE

Le train « Mistral » qui devait quitter Marseille à 15 h 35, mardi, à destination de Paris, a été bloqué pendant près d'une heure par les employés de la « Compagnie des wagons-lits », solidaires d'un mouvement de grève national de 24 h.

Le « Mistral » a finalement pu quitter la gare Saint-Charles à 16 h 46.

OPÉRATION « PORTES OUVERTES » CHEZ « FLAMINAIRE » A REDON

Le personnel de l'entreprise « Flaminaire » de Redon (Ille-et-Vilaine) a annoncé mardi, en reconduisant l'occupation des locaux commencée mercredi dernier, l'organisation des deux journées « portes ouvertes » pour samedi et dimanche.

L'entreprise « Flaminaire », qui compte 400 salariés, a déposé son bilan en janvier dernier et a été mise en règlement judiciaire en avril. Des pourparlers sont en cours pour étudier une relance des activités de l'entreprise, avec « Waterman », qui doit faire connaître sa réponse mardi.

UN GREVISTE BLESSÉ AUX CHANTIERS « DEHE » DE MACON SELON LA CFDT

La CFDT a décidé de porter plainte contre la direction de la société de réfection des voies ferrées « Dehe », à la suite d'un incident survenu lundi après-midi sur un chantier en grève à Mâcon (Saône-et-Loire), entraînant l'hospitalisation d'un gréviste. Selon la CFDT, un membre de la direction a jeté une barre de fer sur un ouvrier gréviste. Des débrayages avaient commencé sur le chantier le 18 avril pour soutenir des revendications salariales. Mais à la suite de la mise à pied de 20 ouvriers, le chantier, qui emploie 140 personnes, est paralysé depuis le 26 avril par une grève générale.

• Tunisie

L'observateur de la ligue des droits de l'homme expulsé

Lors d'une conférence de presse, présidée par Daniel Meyer, au siège de la Ligue des droits de l'homme, Me Michel Zavrian a exposé, ce mardi, les résultats de la mission d'information qu'il a effectuée en Tunisie sur les conditions de détention et de jugement des syndicalistes de l'UGTT, arrêtés après les événements du 26 janvier.

Des représentants des comités de travailleurs tunisiens pour la défense de l'UGTT étaient également présents (1).

Me Zavrian avait été mandaté pour sa mission par la Fédération internationale des droits de l'homme, après demande de la Ligue tunisienne. Arrivé à Tunis, dans la nuit du 29 au 30 avril, il était expulsé par les autorités tunisiennes le vendredi 5 mai, sans avoir d'ailleurs pu obtenir des autorités en question l'exposé de leur point de vue sur l'affaire des syndicalistes arrêtés.

Toutes ses notes et dossiers étaient saisis sans qu'il en soit même dressé l'inventaire. La presse gouvernementale tunisienne (2) justifiait cette expulsion par « des contacts suspects, détention de tracts hostiles au pays, intention de faire signer des pétitions » et prétendait même que « Me Zavrian, interpellé, s'était confondu en excuses ! ».

Celui-ci avait, au contraire, élevé de vives protestations et, en fait « de tracts hostiles ou pétitions », il

n'avait fait qu'emmener avec lui quelques éléments de dossier recueillis à diverses sources, ce qui est la moindre des choses !

Les charges contre les 38 syndicalistes arrêtés sont tout aussi peu sérieuses : le gouvernement tunisien en est aujourd'hui à parler de « dix mille boules commandées à une usine » dont quelques-unes auraient été trouvées dans les locaux de l'UGTT et qui auraient été les premiers éléments d'un armement subversif !

Habib Achour et les autres syndicalistes arrêtés ont été détenus deux mois

de façon totalement arbitraire dans les sous-sols des locaux de la police, sans voir ni le jour, ni personne, sauf des gardes (présents en permanence dans le cas d'Achour). Me Zavrian a également affirmé avoir appris que ces détenus avaient subi des violences. Houcine El Kouki, le syndicaliste de la Fédération des banques de l'UGTT, serait mort faute de soins, selon des médecins.

Répondant aux questions des journalistes, un représentant des comités de travailleurs tunisiens indiqua que la répression se pour-

suivait essentiellement sous la forme de licenciement à l'encontre de syndicalistes actifs avant le 26 janvier dans toutes les corporations.

(1) Comité des travailleurs tunisiens pour la défense de l'UGTT 37, rue des Maronnites - Paris 20e

(2) La presse non-gouvernementale se réduit actuellement au journal « L'Opinion », lui-même en butte à des poursuites ces temps-ci. Quant à « Ech Chaab », organe de l'UGTT, mis au pas, sa diffusion est tombée de 90 000 à moins de 10 000 !

• RATP

Ils étaient 2000 à manifester !

(Voir article p 4)



• Lycée Wallon-Aubervilliers

Ils veulent mieux enseigner, ils sont sanctionnés....

Depuis deux jours, les enseignants du lycée H. Wallon à Aubervilliers (93) sont en grève pour l'annulation des sanctions prises par l'administration contre cinq professeurs.

Janvier 1978 : cinq professeurs de physique et chimie dédoublent leur classe de 6e de 24 élèves pour mieux faire leur travail avec l'approbation de 60 % des parents concernés et des élèves qui, selon leur dire, trouvent « qu'on travaille mieux à douze, que le professeur peut mieux s'occuper d'eux ». Cette action est soutenue par les sections syndicales.

Et puis, le proviseur fait des pressions : lettre aux parents pour les inciter à ne pas envoyer leurs enfants à l'heure dédoublée, aidé par l'association des parents d'élèves Cornec qui réclame, elle aussi, des sanc-

tions ! Et elles tombent : deux inspections en physique et chimie, rapport dégueulasse du proviseur pour une maîtresse-auxiliaire qui dédouble, rapport au rectorat et demande d'application de la loi : une journée de salaire retenue par heure dédoublée.

Du coup, c'est la révolte ! Les enseignants qui ont déjà fait annuler le rapport sur la maîtresse-auxiliaire ont envahi quatre fois le bureau du proviseur, se mettent en grève et contactent les autres établissements pour la levée des sanctions.

Tout le monde est unanime contre les sanctions sauf... les professeurs réactionnaires (pas nombreux) et... la majorité de la cellule du PCF qui refuse la grève sous prétexte que « l'assemblée générale n'est pas

souveraine » et dont certains de ses membres vont jusqu'à proposer au proviseur un « arrangement » pour la retenue de salaire (au lieu de onze journées : une par mois seulement !).

Les élèves aussi sont entrés dans l'action (bien que la majorité des professeurs n'en voient pas l'importance) par une grève, le boycott des cours des non-grévistes en obligeant un professeur du PCF à faire grève et en faisant une pétition.

Les professeurs du lycée appellent à la solidarité et feront tout pour stopper la première application de la loi sur « le service fait » dans l'enseignement.

Des professeurs du lycée

Dans notre édition de demain, nous reparlerons de cette loi.

L'enlèvement de Moro

Les derniers événements

Les déclarations se succèdent condamnant l'exécution d'Aldo Moro. De tous les pays affluent les télégrammes. En Italie, la Démocratie chrétienne se déclare indignée et stupéfaite, mais c'est elle qui, de fait, a condamné à mort Aldo Moro. D'ailleurs, ce dernier avait reproché, le 24 avril, à ses « amis » politiques leur refus de négocier. Il disait même qu'il avait été abandonné et ne voulait personne à ses funérailles.

C'est ce que vient de confirmer la famille Moro. Sa femme a déclaré : « Je refuse le deuil national ». La famille est opposée à la « présence de membres du gouvernement et de représentants des partis » lors des obsèques et s'est déclarée hostile « à toute manifestation ou cérémonie ».

Cette décision a provoqué une réaction très vive du PCI qui l'a qualifiée de « geste très grave ». « L'affaire Moro n'est pas un fait privé » disait-on au Parlement.

Une autre réaction du PCI est à signaler. Il réclame le renforcement de la répression et de la police et appelle à la délation : « La lutte ne sera ni brève, ni facile. Il faut que les corps affectés à la sécurité de l'Etat et des citoyens soient aidés et soutenus dans l'accomplissement de leur devoir pour que soient jugés les assassins, ceux qui les protègent où qu'ils se trouvent. Dans cette œuvre, ils seront soutenus par les masses laborieuses et toute la population ».

Rappelons que « ceux qui les protègent » sont aussi ceux qui refusent à la fois les Brigades rouges et l'Etat bourgeois. En fait, il s'agit de supprimer les révolutionnaires.